

# Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

## DREAL Bourgogne Franche-Comté

FB/SK/2016-272

Unité Départementale : Côte d'Or

Subdivision : 21-2

Nom(s) du ou des inspecteurs : François BAUDIN

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 23 mai 2016

Date de l'inspection : 1<sup>er</sup> juin 2016

Type d'inspection : ☒ approfondie ou ☐ courante ou ☐ ponctuelle  
☐ inopinée ou ☒ annoncée  
☒ planifiée ou ☐ circonstancielle

motif de la planification :

Action nationale 2016

Société : MALTERIES FRANCO-BELGES / SOUFFLET AGRICULTURE

AUTORISATION

Commune : BRAZEY-EN-PLAINE

Activité : Stockage de Céréales - Production de malt

Priorité : SETI

### Liste des installations inspectées :

Silo de stockage de céréales - Malteries

### Thèmes :

Risques accidentels

### Référentiels de l'inspection :

- Arrêté ministériel du 29/03/04 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.
- Arrêté préfectoral recodificatif du 27/01/2015.

### Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

- Jean Baptiste GUILLERME - Responsable du site de la Malterie
- Patrick PICHON - Animateur QSE du site de la Malterie
- Emmanuel PERDRIX - Responsable QSE Soufflet Agriculture
- Jeremy JEANSON - Chef de silo Soufflet Agriculture
- Myriam HORY - Animatrice environnement Groupe Soufflet

### Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

D'un point de vue général, l'impression est bonne, les installations de stockage de céréales sont propres et les silos sont bien entretenus. Les conditions d'exploitation sont globalement satisfaisantes, les consignes de sécurité sont clairement affichées et semblent être respectées.

A noter que les boues de la STEP sont désormais valorisées en filière méthanisation (présence d'un méthaniseur sur Brazey-en-Plaine, régulièrement autorisé). Les boues ne sont plus stockées sur le site ; elles sont évacuées chaque semaine.

Arrêté ministériel du 29/03/04 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables

- Article 4

Il est demandé à l'exploitant :

- de noter précisément sur le permis de feu les moyens de protection et de sécurité pouvant être utilisés contre les projections afin d'éviter tout départ d'incendie.
- d'établir une liste de tous les moyens de protection et de sécurité existants et de faire un rappel, a minima aux chefs de silos et aux entreprises extérieures, sur les mesures à prendre lors de la réalisation des travaux susceptibles de créer des points chauds.

- Article 9

Il est demandé à l'exploitant de bien vouloir réaliser les travaux de mise en conformité foudre et électrique sous 6 mois et d'en informer le service de l'inspection.

**Arrêté Préfectoral recodificatif du 27 janvier 2015**

- Article 4.3.5

Il est demandé à l'exploitant de bien vouloir expliquer pourquoi les eaux domestiques et eaux de vannes ne sont pas rejetées au réseau d'assainissement communal.

- Article 4.3.12

Il est demandé à l'exploitant :

- d'expliquer pourquoi les analyses n'ont pas été réalisées sur les 4 points de rejets,
- d'expliquer la non-conformité des valeurs DCO et MES,
- de mettre en place, si besoin, un plan d'actions afin de respecter les valeurs prescrites,
- de réaliser une nouvelle campagne d'analyse.

**Liste des installations inspectées :**

- Silos de stockage de céréales (silo SA + Silo Orge MFB - tour manutention)
- Silo malt

**Suites envisagées :**

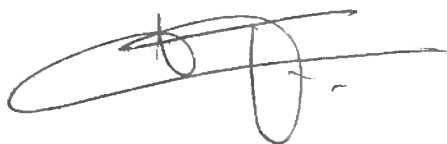
Observations à traiter par courrier

**Liste des documents établis suite à la visite :**

Bordereau de transmission au Préfet / Tableau des constats / Lettre à l'exploitant

Dijon, le 18 juillet 2016

L'inspecteur de l'environnement



François BAUDIN

Le vérificateur / approbateur



Isabelle PETTAZZONI

**DREAL BOURGOGNE - FRANCHE COMTE**

**UNITE DEPARTEMENTALE DE CÔTE D'OR**

**TABLERAU DES CONSTATS**

**Visite d'inspection** : Malteries Franco-Belges / Soufflet Agriculture

**Date** : 1<sup>er</sup> juin 2016

**Inspecteur** : BAUDIN François

**Référentiels** :

- Arrêté ministériel du 29/03/04 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
- Arrêté Préfectoral recodificatif du 27 janvier 2015



Arrêté ministériel du 29/03/04 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
2 alinéa 1	L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L. 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.	Pas de remarque	Étude de danger remise en février 2013. Étude de danger instruite dans le cadre du DDAE déposé en février 2013 et qui a donné lieu à l'AP recodificatif de janvier 2015.
2 alinéa 2	Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.	Pas de remarque	Les documents remis (étude de danger et complément) prennent en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets, la gravité des conséquences des accidents potentiels conformément à l'arrêté du 29 septembre 2005.
2 alinéa 3	Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.	Pas de remarque	La grille de criticité, issue de l'arrêté du 29 septembre 2005 prenant en compte le niveau de gravité ainsi que la probabilité, a permis de mettre en évidence que tous les scénarii retenus dans l'étude de danger correspondent à des événements acceptables. Présence d'événements et de découplage sous-cellules pour limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation.
3 alinéa 1	L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.	Pas de remarque	Le site est géré par les sociétés Soufflet Agriculture et Malteries Franco-Belges. La partie stockage de céréales est gérée par la société Soufflet Agriculture (SA) et la partie production de malt pour les Malteries Franco-Belges. Partie SOUFFLET AGRICULTURE : 2 personnes présentes sur le site dont le chef de silo Partie Malteries Franco-Belges : 24 personnes travaillent sur le site en horaires décalés (présence de personnel 7jours/7).  Les responsables sont formés aux risques silo et sécurité.



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
3 alinéa 2	Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.	Pas de remarque	Un Plan de formation est formalisé pour chaque agent (les plans sont gérés au niveau du siège mais disponibles sur le réseau informatique). Les plans de formation n'ont pas été vérifiés le jour de l'inspection.
4 alinéa 1	Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.	Pas de remarque	Les consignes de sécurité et d'incendie sont affichées et tenues à jour.
4 alinéa 2	Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.	Pas de remarque	Panneaux interdit de fumer présents sur le site.
4 alinéa 3	La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.	Remarque	Présence de permis de feu permettant la réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds (vérification sur site du permis de feu 507PP117-F01).  Il est demandé à l'exploitant de noter précisément sur le permis de feu les moyens de protection et de sécurité pouvant être utilisés contre les projections afin d'éviter tout départ d'incendie. Il est demandé par ailleurs à l'exploitant d'établir une liste de tous les moyens de protection et de sécurité existants et de faire un rappel, a minima aux chefs de silos et aux entreprises extérieures, sur les mesures à prendre lors de la réalisation des travaux susceptibles de créer des points chauds.





Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
5 alinéa 1	L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement.	Pas de remarque	Présence d'un registre des incidents / accidents Depuis la dernière inspection : 1 incendie (avril 2016) → incident déclaré à la DREAL
5 alinéa 2	Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Pas de remarque	Présence d'un registre des événements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion avec description de l'événement et des actions engagées. Pas d'événement significatif depuis la dernière inspection hormis le départ d'incendie du 13 avril 2016.
5 alinéa 3 <sup>(1)</sup>	L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	Pas de remarque	Analyse annuelle des événements avec si besoin mise en place d'axes d'amélioration et d'actions correctives.
6	Pour les nouvelles installations, la délivrance de l'autorisation d'exploiter est subordonnée à l'éloignement des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux visés à l'article 1er du présent arrêté) et des tours de manutention : - par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats et de 50 m pour les silos verticaux.	/	

<sup>10</sup> Nouvelle exigence introduite par l'AM du 23 février 2007. Elle est applicable à compter du 13 juin 2007.



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	- par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats et à 25 m pour silos verticaux.		
7	<p>Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux.</p> <p>On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).</p> <p>Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article.</p> <p>Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.</p>	Pas de remarque	Local administratif situé à plus de 25 mètres.
8	<p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).</p> <p>Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.</p>	Pas de remarque	<p>Le site est clôturé.</p> <p>3 accès (2 portails coulissants + 1 portail) + 1 portail SNCF</p> <p>Pas de frêt fluvial.</p>
9	L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une	Remarque	



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.		Présence de Zones ATEX - pas de modification depuis 2013.
	Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.		Conformité foudre : SA : DDAE déposé en 2013 : à jour sur les travaux liés à la foudre. MFB : ARF 2010 - ETF mai 2013 avec travaux de mise en conformité foudre réalisés en mai 2013.
	Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.		Contrôle annuel des équipements foudre (dernier contrôle) mars 2016 Remarques en cours de réalisation (3 remarques) mars 2016 → les remarques sont à lever - Une fixation manquante au niveau du compteur sud - le cheminement des conducteurs de descente coupent à la perpendiculaire des canalisations électriques - absence d'éclateur EX sur la mise à l'équipotentialité de la canalisation du gaz naturel.
	Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.		<b>Travaux de mise en conformité foudre à réaliser</b>
	L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les	Remarque	Conformité des installations électriques SA : rapport électrique en date mars 2016



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	<p>risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>		<p>→ 6 remarques</p> <p>Plan d'actions mis en place.</p> <p>MFB : partie stockage silo malt / orge</p> <p>→ 8 remarques</p> <p>Plan d'actions mis en place.</p> <p><b>Travaux de mise en conformité des installations électriques à réaliser.</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de bien vouloir réaliser les travaux de mises en conformité foudre et électrique sous 6 mois et d'en informer le service de l'inspection.</b></p> <p>Le silo ne dispose pas de relais, d'antenne d'émission...</p>
	<p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p>	<p>Pas de remarque</p>	<p>SA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Asservissement de l'aspiration sur la manutention.</li> <li>- Présence d'une chambre à poussière séparée, située à l'extérieur des silos afin de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation.</li> </ul>
10	<p>Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;</li> <li>- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à</li> </ul>	<p>Pas de remarque</p>	<p>SA : découplage entre le RDC et les cellules + portes entre chaque cellule.</p>





Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.		
	Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.	Pas de remarque	Découplage mis en place.
	<p>Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non évités (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,</li> <li>- et (excepté pour les transporteurs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ;</li> <li>• et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.</li> </ul> </li> </ul>	Pas de remarque	<p>Présence d'événements.</p> <p>Présence d'un système d'aspiration centralisé permettant de limiter les émissions de poussières inflammables.</p>
	<p>Pour les silos dont le dossier de demande d'autorisation est déposé après le 1er juillet 2007, ces mesures de protection consistent également en des dispositifs de découplage entre cellules.</p> <p>Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de</p>	/	



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion, et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.		
11 alinéa 1	L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.	Pas de remarque	Présence d'extincteurs / Colonne sèche / Borne incendie (à l'extérieur du site) / Canal.
11 alinéa 2	Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.	Pas de remarque	Vérification annuelle du matériel de lutte de l'incendie (dernière vérification : mars 2016).
11 alinéa 3	Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.	Pas de remarque	Cellule bétons - Procédure d'inertage azote.
11 alinéa 4	Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître;</li> <li>- les mesures de protection définies à l'article 10 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. <ul style="list-style-type: none"> <li>■ les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</li> <li>■ et le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure d'inertage ;</li> <li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	Pas de remarque	Plan d'intervention interne en date novembre 2008 avec mise à jour. Exercice POI octobre 2015 : test foisonnement mousse en cellule (MFB).



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
12	<p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits.</p> <p>Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive <sup>(2)</sup> (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;</li> <li>- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.</li> </ul> <p>Ces aires doivent être nettoyées <sup>(3)</sup>.</p>	Pas de remarque	Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Ces aires sont situées à l'extérieur.
13	<p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>	Pas de remarque	<p>Présence d'une centrale d'aspiration.</p> <p>La fréquence de nettoyage est adaptée au taux d'empoussièrement des locaux (fréquence prévue dans la procédure de nettoyage). Les dates de nettoyage sont enregistrées sur un registre, sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Nettoyage du silo globalement complet tous les 15 jours (une partie du silo est nettoyée chaque jour).</p>

<sup>20</sup> AM du 23 février 2007 : à compter du 13 juin 2007, à la place des mots "la création d'une atmosphère explosive", lire "une concentration de poussières de 50 g/m<sup>3</sup>".

<sup>30</sup> AM du 23 février 2007 : à compter du 13 juin 2007, à la place de "nettoyées", lire "régulièrement nettoyées".



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
14 alinéas 1 et 2	L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance adaptés aux silos.	Pas de remarque	Présence d'un système de surveillance de thermométrie avec température relevée dans chaque cellule et alerte au synoptique en cas de dépassement. Procédure d'auto-échauffement.
14 alinéa 3	Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.	Pas de remarque	La consigne d'intervention en cas d'auto-échauffement a été transmise au SDIS.
15	Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.  Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.  Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.	Pas de remarque	Les filtres à manche sont protégés par des événements car ils sont situés dans la chambre à poussière à l'extérieur des silos.  Système d'asservissement relié au système d'automate.  Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration ; elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement.
	Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.	Pas de remarque	REDLER et transporteur à bandes Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices.





## Arrêté Préfectoral recodificatif du 27 janvier 2015

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
1.2.1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Pas de remarque	Situation administrative : 2160 - 1a : 104 592 m³ (autorisation) 2225 : 92 250 tonnes d'orge transformés par an soit 76 750 tonnes de malt (autorisation) Pas de modification.
2.5.1	<b>DECLARATION ET RAPPORT</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.	Pas de remarque	Élément déclaré au service de l'inspection : - Incendie du 12 avril 2016 avec rapport d'accident.
4.1.1	<b>Origine des approvisionnements en eau</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Eau souterraine : (prélèvement maximal annuel)	Pas de remarque	Prélèvement eau 2015 total : 323 166 m³ • Nappe : 258 331 m³ • Eau de ville : 64 835 m³ L'exploitant poursuit sa politique visant à diminuer au maximum sa consommation en eau.



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire												
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Puits nappe de la Bièvre 438 300 m³</li> <li>• Pompage en nappe puits Sobocer : 109 575 m³</li> </ul> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>PRELEVEMENT N°1</th><th>PRELEVEMENT N°2</th><th>TOTAL</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Prélèvement maximal instantané (m³/h)</td><td>50</td><td>12,5</td><td>62,5</td></tr> <tr> <td>Prélèvement moyen (m³/j)</td><td>1200</td><td>300</td><td>1500</td></tr> </tbody> </table> <p>La consommation est limitée en volume à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1400 m³/jour</li> <li>• 9800 m³/semaine</li> </ul> <p>La consommation spécifique est limitée à 5,7 m³/tonne de malt, cette valeur est calculée sur une base annuelle. La moyenne annuelle des consommations journalières doit être inférieure à 1200 m³.</p> <p>VOLUME TOTAL ANNUEL :  Réseau public : 219 150 m³  Prélèvement nappe : 547 875 m³</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totaliseurs. Ils sont relevés journalièrement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.</p>		PRELEVEMENT N°1	PRELEVEMENT N°2	TOTAL	Prélèvement maximal instantané (m³/h)	50	12,5	62,5	Prélèvement moyen (m³/j)	1200	300	1500		
	PRELEVEMENT N°1	PRELEVEMENT N°2	TOTAL												
Prélèvement maximal instantané (m³/h)	50	12,5	62,5												
Prélèvement moyen (m³/j)	1200	300	1500												



Article	Exigence à vérifier			Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
Localisation des points de rejets					
4.3.5	Désignation du rejet	Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur	Remarque	Rejet n°2 : ED ne vont pas dans le réseau communal (assainissement non collectif) NON CONFORME il est demandé à l'exploitant de bien vouloir expliquer pourquoi les eaux domestiques et eaux de vannes ne sont pas rejetées au réseau d'assainissement communal.
	Rejet n°1	EU (eaux de procédé)	Rivière « Viranne » puis « Bièvre »		
	Rejet n°2	ED	Réseau d'assainissement communal		
	Rejets n°3 et 4	EU (eaux de voirie)	Réseau d'assainissement communal séparatif		
	Rejet n°5	EU (eaux de voirie)	Rivière « Viranne »		
	Rejet n°6	EU (eaux de voirie)	Canal de Bourgogne		
Traitement :					
<ul style="list-style-type: none"><li>Les eaux domestiques et eaux vannes (ED) sont raccordées au réseau public d'assainissement ;</li><li>Les eaux pluviales et autres eaux propres (EP) sont collectées par un réseau spécifique et rejetées soit au réseau public d'eaux pluviales, soit au milieu naturel ;</li><li>Les eaux de cuvettes de rétention et bassins de confinement sont, après contrôle, soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad'hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduaires. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.</li><li>Les eaux résiduaires autres (EU) sont collectées puis épurées dans les conditions suivantes :<ul style="list-style-type: none"><li>pour le rejet n°1 : traitement par une station d'épuration</li></ul></li></ul>					



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	<p>biologique à boues activées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pour les rejets 3 à 6 : traitement par débourbeurs, deshuileur.</li> </ul>		
4.3.7	<p><b>Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</b></p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de matières flottantes ;</li> <li>de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li> <li>de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Température : &lt; 30 °C ;</li> <li>pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l ;</li> <li>Absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C.</li> </ul>	Pas de remarque	Paramètres pris en compte lors des analyses pour l'ensemble des rejets.
4.3.9.1	<p><b>Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Rejet : N°1 (eaux résiduaires après traitement)</p>	Pas de remarque	<p>Les différents paramètres MES, DCO, DBO5...des eaux résiduaires sont contrôlés avant rejet au milieu naturel conformément.</p> <p>Les valeurs sont déclarées sous GIDAF et sont conformes aux prescriptions.</p>





Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire																					
	<table><thead><tr><th>PARAMÈTRES</th><th>Débit maximum : 1200 m³/j</th><th>Flux (kg/j)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Paramètres à mesurer</td><td>Concentration (mg/l)</td><td></td></tr><tr><td>MES</td><td>35</td><td>42</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td><td>150</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>30</td><td>36</td></tr><tr><td>Azote total</td><td>30</td><td>36</td></tr><tr><td>P total</td><td>2</td><td>2,4</td></tr></tbody></table> <p>Les flux spécifiques exprimés en g par tonne de malt produite sont limités à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 200 g/t de MES,</li><li>• 200 g/t de DBO5,</li><li>• 600 g/t de DCO.</li></ul>	PARAMÈTRES	Débit maximum : 1200 m³/j	Flux (kg/j)	Paramètres à mesurer	Concentration (mg/l)		MES	35	42	DCO	125	150	DBO5	30	36	Azote total	30	36	P total	2	2,4		
PARAMÈTRES	Débit maximum : 1200 m³/j	Flux (kg/j)																						
Paramètres à mesurer	Concentration (mg/l)																							
MES	35	42																						
DCO	125	150																						
DBO5	30	36																						
Azote total	30	36																						
P total	2	2,4																						
4.3.12	<p><b>Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p> <table><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées (mg/l)</th></tr></thead><tbody><tr><td>HC</td><td>5</td></tr><tr><td>DCO</td><td>40</td></tr><tr><td>MES</td><td>15</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)	HC	5	DCO	40	MES	15	Remarque	<p>L'arrêté Préfectoral d'autorisation prévoit 4 rejets des eaux de voirie. Toutefois, les campagnes d'analyses réalisées en 2015 et 2016 ont été réalisées au point n°1 : entrée du site - rejet unique).</p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant d'expliquer pourquoi les analyses n'ont pas été réalisées sur les 4 points de rejets (N°3,4,5,6 - § 4.3.5)</b></p> <p>Les analyses réalisées en 2015 et 2016 présentent des valeurs non-conformes en DCO, MEST</p> <table><thead><tr><th>Paramètres</th><th>2015</th><th>2016</th></tr></thead><tbody><tr><td>DCO (mg/l)</td><td><b>849</b> mg/l Non conforme</td><td><b>245</b> mg/l Non conforme</td></tr></tbody></table>	Paramètres	2015	2016	DCO (mg/l)	<b>849</b> mg/l Non conforme	<b>245</b> mg/l Non conforme							
Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)																							
HC	5																							
DCO	40																							
MES	15																							
Paramètres	2015	2016																						
DCO (mg/l)	<b>849</b> mg/l Non conforme	<b>245</b> mg/l Non conforme																						



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire			
			HC (mg/l)	0,3 mg/l Conforme	0,53 mg/l Conforme	
			MES (mg/l)	108 mg/l Non conforme	120 mg/l Non conforme	
			Odeur	/	Odeur d'H <sub>2</sub> S et d'eau croupie	
			<p>Il est demandé à l'exploitant de bien vouloir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- expliquer la non-conformité des valeurs DCO et MES</li> <li>- de mettre en place, si besoin, un plan d'actions afin de respecter les valeurs prescrites</li> <li>- réaliser une nouvelle campagne d'analyse.</li> </ul>			
7.2.4	<p><b>Moyens de lutte contre l'incendie</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li> <li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en</li> </ul>	Pas de remarque	<p>Présence d'extincteurs + colonne sèche</p> <p>Pas de poteau incendie sur le site</p> <p>MFB : approvisionnement en eau depuis le canal</p> <p>SA : poteau à l'extérieur du site côté route nationale</p> <p>Exercice réalisé en 2015</p>			



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	<p>vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, par exemple) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité permettant de combattre les incendies susceptibles de se produire à proximité de l'installation. Ces appareils disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter ;</li> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la</p>		



Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.		
8.1.4.1	<p><b>Programme prévisionnel</b></p> <p>Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;</li> <li>une analyse des sols choisis en fonction de l'étude préalable portant sur les paramètres ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> <li>matière sèche (en %) ;</li> <li>pH . Si le pH des boues est inférieur à 6,5 le pH des sols sera mesuré avant et après épandage ;</li> <li>azote global ; azote ammoniacal (en <math>\text{NH}_4</math>) ;</li> <li>rapport C/N ;</li> <li>phosphore total (en <math>\text{P}_2\text{O}_5</math> échangeable) ; potassium total (en <math>\text{K}_2\text{O}</math> échangeable) ; calcium total (en <math>\text{CaO}</math> échangeable) ; magnésium total (en <math>\text{MgO}</math> échangeable) ;</li> <li>oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn) ;</li> <li>granulométrie.</li> </ul> </li> <li>une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (valeur agronomique : <ul style="list-style-type: none"> <li>matière sèche (en %) ;</li> <li>pH ;</li> </ul> </li> </ul>	Pas de remarque	Depuis 2015, les boues produites partent en filière de valorisation (méthanisation) (1 livraison de boue par semaine au méthaniseur de Brazey).





Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire								
	<ul style="list-style-type: none"><li>■ azote global; azote ammoniacal (en NH<sub>4</sub>) ;</li><li>■ rapport C/N ;</li><li>■ phosphore total (en P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>); potassium total (en K<sub>2</sub>O); calcium total (en CaO); magnésium total (en MgO) ;</li><li>■ oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn) ;</li><li>■ sodium.</li></ul> quantités prévisionnelles, rythme de production...); <ul style="list-style-type: none"><li>• les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...);</li><li>• l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.</li></ul> Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.										
9.2.2.1	<p><b>Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets</b></p> <p>L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.</p> <p>Les modalités des contrôles périodiques des rejets (autosurveillance) sont définies ci-après :</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Fréquence du contrôle</th></tr><tr><td>Débit</td><td>En continu</td></tr><tr><td>pH</td><td>En continu</td></tr><tr><td>MES</td><td>Hebdomadaire</td></tr></table>	Paramètres	Fréquence du contrôle	Débit	En continu	pH	En continu	MES	Hebdomadaire	Pas de remarque	Un contrôle est réalisé par un organisme extérieur tous les trimestres.
Paramètres	Fréquence du contrôle										
Débit	En continu										
pH	En continu										
MES	Hebdomadaire										



Article	Exigence à vérifier		Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	DCO	Journalière		
	DBO5	Hebdomadaire		
	Azote global	Mensuelle		
	Phosphore global	Mensuelle		
	<p>Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence sont adressés régulièrement et à minima 1 fois par mois à l'inspection des installations classées par télétransmission compatible avec le mode de traitement des données utilisées par cette inspection.</p> <p>L'exploitant fait procéder à ses frais au moins une fois par an aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Les rapports établis par cet organisme sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.</p>			

